

Berne, le 07 septembre 2020

Démission du chef du BLS Bernard Guillelmon

L'Association des cadres des transports publics regrette les circonstances qui ont conduit à la démission du PDG du BLS, Bernard Guillelmon. C'est pour son intégrité qu'il tire les conséquences des accusations du CDF. Les processus d'appel d'offres, de fourniture de services et de facturation, en particulier dans le domaine du transport régional de passagers, sont devenus de plus en plus complexes.

Nous saluons le fait que le canton de Berne, en tant que principal acheteur et propriétaire du BLS, souhaite introduire une simplification dans ce domaine. Nous attendons avec impatience les propositions et leur mise en œuvre, qui devraient être prêtes au printemps 2021.

Le chef du BLS, Bernard Guillelmon, se retirera à la fin du mois d'octobre 2020. Il tire ainsi les conséquences de l'affaire concernant un trop grand nombre de subventions. Dirk Stahl, chef du BLS Cargo, lui succédera à titre intérimaire.



Le lendemain de la publication du rapport d'enquête du Contrôle fédéral des finances (CDF), Bernard Guillelmon a annoncé sa démission à la fin du mois d'octobre 2020. Le CDF a identifié un besoin d'amélioration du système comptable complexe et a exigé une plus grande transparence et fiabilité dans la comptabilité par secteurs.

En février, on a appris que la BLS n'avait pas prévu de budget pour la vente d'abonnements demi-tarif dans le réseau Libero depuis plusieurs années. En conséquence, l'entreprise a reçu une compensation excessive de la part de la Confédération et des cantons pour le transport régional de passagers.

La compagnie ferroviaire a dû rembourser 43,6 millions de francs de subventions à l'Office fédéral des transports (OFT). Le BLS a ensuite promis des améliorations et a commandé une enquête externe à la société de conseil PwC.

Un an auparavant, le BLS avait fait l'objet de critiques en raison d'un modèle de lissage des taux d'intérêt inadéquat. L'affaire concernait une indemnisation excessive s'élevant à 29,4 millions de francs.

«Rien de criminel, pas d'enrichissement»

Devant les médias, le patron du BLS a souligné que personne ne s'était enrichi à la suite des trop nombreuses compensations reçues : «Personne n'a fait quelque chose de criminel, et il n'y avait pas d'argent caché. Les enquêtes du CDF, ainsi que celles de PwC, ont montré que l'argent était resté dans les transports publics pour l'usage auquel il était destiné.»

Le processus de compensation est très complexe car plusieurs années s'écoulent entre la planification et la fourniture effective des services. Des améliorations correspondantes ont déjà été initiées, a souligné Rudolf Stämpfli, président du conseil d'administration.

Simplification du processus de commande dans le trafic régional

Le gouvernement bernois est d'accord avec cette analyse. Il a annoncé son intention de simplifier le processus de commande dans les transports publics et a commandé une analyse externe à cette fin.

Il s'agit d'examiner la coopération entre les différents acteurs et de montrer comment le processus de commande et de planification pourrait être simplifié. C'est ce qu'a annoncé le gouvernement bernois le 4 septembre. Les premiers résultats devraient être disponibles d'ici 2021.